



CHAPITRE 89

Loi modifiant la charte de la ville Saint-Laurent

[Sanctionnée le 10 mars 1949]

Préambule.

ATTENDU que la ville Saint-Laurent a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la ville et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 8 Édouard VII, chapitre 94, modifiée par les lois 3 George V, chapitre 71, 8 George V, chapitre 91, 13 George V, chapitre 97, 20 George V, chapitre 114, 4 George VI, chapitre 95, 9 George VI, chapitre 85 et 11 George VI, chapitre 91, et les autres lois qui la modifient soit de nouveau modifiée aux fins de lui donner de plus amples pouvoirs et d'annexer certains territoires; et

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans la dite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Annexion. **1.** Les territoires dont la description suit, savoir:

a) un territoire comprenant les lots numéros 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 266, 351, 352, 353, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, et leurs subdivisions, tous du cadastre officiel de la Paroisse Saint-Laurent, y compris les chemins de fer et chemins publics traversant ces lots;

CHAPTER 89

An Act to amend the charter of the town of St. Laurent

[Assented to, the 10th of March, 1949]

WHEREAS the town of St. Laurent has, by its petition, represented that it is in the interest of the town and it is necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 8 Edward VII, chapter 94, amended by the acts 3 George V, chapter 71, 8 George V, chapter 91, 13 George V, chapter 97, 20 George V, chapter 114, 4 George VI, chapter 95, 9 George VI, chapter 85 and 11 George VI, chapter 91 and the other acts amending same, be again amended in order to give it more extensive powers and to annex certain territories thereto; and

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The territories the description whereof follows, to wit:

a. a territory comprising lots numbers 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 266, 351, 352, 353, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, and their subdivisions, all on the official cadastre for the parish of St. Laurent, including the railways and public roads crossing these lots;

b) un territoire comprenant les lots 476, 477, 478, 479, 480, 483, et partie du lot No 2638 traversant le lot No 477, et leurs subdivisions, tous du cadastre officiel de la paroisse Saint-Laurent, sont détachés de la municipalité de la paroisse de Saint-Laurent et sont annexés à la ville Saint-Laurent.

Mêmes taxes.

Tant et aussi longtemps que ces lots ne seront pas subdivisés et qu'il seront considérés comme terre en culture ou comme carrières, les propriétaires de ces lots annexés paieront à la ville Saint-Laurent, les mêmes taxes qu'ils ont payées à la corporation de la paroisse de Saint-Laurent, pour l'année 1948.

Perception pour 1949.

La paroisse percevra les taxes foncières de l'année 1949 et nonobstant toute loi générale ou spéciale, la paroisse est autorisée à préparer un rôle spécial des cotisations scolaires payables par les propriétaires des immeubles compris dans les territoires présentement annexés inscrits sur les listes catholique, protestante et neutre pour la période du 1er juillet au 31 décembre 1949, et à les percevoir pour le compte des commissions scolaires intéressées.

Engagements, etc.

Tous les engagements ou obligations pris par résolution par la corporation de la paroisse de Saint-Laurent envers la cité de Montréal, pour travaux d'aqueduc servant à certains lots susmentionnés, sont transportés à la ville à l'entière exonération de la paroisse, et en outre celle-ci est relevée de toute responsabilité et de toute obligation à raison de ses actes et engagements en rapport avec les lots susmentionnés.

Immeubles de la ville.

A compter de la sanction de la présente loi, la ville Saint-Laurent sera propriétaire des immeubles portant les numéros 351-17, 19, 20, 23, 24, 163 à 165, 168 à 172, 175, 177 à 185, 199, 200, 220, 221, 245, 246, 249, 250, 346 à 348, 354, 375, 377 à 383, 386, 387, 393, 394, 406 à 408, 419 à 425, 430, 434, 439, 445, 446, 451, 460, 465 à 477, 480 à 482, 485, 489, 490, 493, 496 à 498, 504, 506 à 512, 514a, 517, 520 à 523 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent et les lots 351-186, 187, 188, 211, 212, 213, 216, 217, 218, 222, 223, 224, 227, 228, 229, 244 de ladite paroisse Saint-Laurent desquels il faut dis-

b. a territory comprising lots 476, 477, 478, 479, 480, 483 and part of lot No. 2638 crossing lot No. 477, and their subdivisions, all on the official cadastre for the parish of St. Laurent, are detached from the municipality of the parish of St. Laurent and are annexed to the town of St. Laurent.

While and as long as such lots are not subdivided and are considered as land under cultivation or as quarries, the owners of such annexed lots shall pay to the town of St. Laurent, the same taxes as they paid to the corporation of the parish of St. Laurent, for the year 1948.

The parish shall collect the ground taxes for the year 1949 and notwithstanding any general or special law, the parish is authorized to prepare a special roll of the school assessments payable by the owners of the immovables comprised within the territory hereby annexed entered on the Catholic, Protestant and neutral panels for the period from the 1st of July to the 31st of December, 1949, and to collect same on account of the concerned school boards.

All the commitments or obligations taken through resolution by the corporation of the parish of Saint-Laurent towards the city of Montreal, for aqueduct works for the use of certain aforementioned lots, are transferred to the town with full discharge for the parish, and in addition the latter is relieved from any responsibility and any obligation on account of its acts and commitments related with the aforementioned lots.

As from the sanction of this act, the town of Saint-Laurent, shall be owner of the immovables bearing the numbers 351-17, 19, 20, 23, 24, 163 to 165, 168 to 172, 175, 177 to 185, 199, 200, 220, 221, 245, 246, 249, 250, 346 to 348, 354, 375, 377, to 383, 386, 387, 393, 394, 406 to 408, 419 to 425, 430, 434, 439, 445, 446, 451, 460, 465 to 477, 480 to 482, 485, 489, 490, 493, 496 to 498, 504, 506 to 512, 514a 517, 520 to 523 on the official plan and book of reference for the parish of Saint-Laurent and lots 351-186, 187, 188, 211, 212, 213, 216, 217, 218, 222, 223, 224, 227, 228, 229, 244 of the said parish of Saint-

Same taxes.

Collection for 1949.

Commitments, etc.

Town immovables.

traire les parties appartenant à la compagnie des Chemins de fer Nationaux du Canada, et les lots 357-24, 27, 28, 31 à 33, 39 à 42, 45, 46, 48, 49, 51 à 54, 56 à 58, 79 à 85, 87 à 98, 100 à 113, 116 à 119, 140 à 146, 152 à 159, 162 à 177, 180, 183, 184, 186 à 193, 195 à 198, 200 à 212, 214 à 216, 219, 220, 222, 224 à 232, 235 à 241, 243, 255 à 258, 260 à 266, 268 à 294, 296 à 318, 320, 321, 326 à 339, 342 à 345, 347 à 353, 368 à 371, 375 à 387, 390 à 422, 424, 427 à 432, 435 à 451, 454 à 458, 460 à 487, 490 à 492, 495, 498 à 500, 525 à 528, 535 à 550, 552 à 578, 581, 582, 592, 595 à 647, 649 à 651, 654, 655, 657, 664, 665, 708, 709, 712 à 714, 721, 722, 740 aux plan et livre de renvoi officiels de la susdite paroisse Saint-Laurent qui ont été mis en vente pour défaut de paiement de taxes municipales ou scolaires et qui ont été adjugés à diverses dates, à la municipalité de la paroisse de Saint-Laurent et elle sera investie de tous les droits et intérêts de ladite municipalité dans lesdits immeubles et elle sera chargée de toutes les obligations de cette dernière envers ceux qui en étaient les propriétaires au temps de l'adjudication.

Enregistrement.

Sous réserve des articles 754 et suivants du Code municipal, la présente loi tiendra lieu de l'acte de vente par la corporation du comté de Jacques-Cartier à la municipalité de la paroisse de Saint-Laurent et par celle-ci à la ville Saint-Laurent et le transport à cette dernière des immeubles énumérés au paragraphe qui précède et des droits et intérêts de la paroisse en iceux pourra être enregistré par le dépôt au bureau d'enregistrement de Montréal de la présente loi.

Indemnité.

La ville devra payer comme indemnité à la paroisse une somme de deux mille cinq cents dollars par année dans le cours du mois de janvier pendant une période de vingt ans à compter du 1er janvier 1950.

Contrat ratifié.

2. Le contrat passé le 14 mai 1948 entre la ville Saint-Laurent et Sa Majesté le Roi, représenté par Wartime Housing Limited, aux fins de faciliter la construction d'environ 760 logements est déclaré valide, légal et ratifié.

Laurent from which are to be excluded the portions owned by the Canadian National Railway of Canada and lots 357-24, 27, 28, 31 to 33, 39 to 42, 45, 46, 48, 49, 51 to 54, 56 to 58, 79 to 85, 87 to 98, 100 to 113, 116 to 119, 140 to 146, 152 to 159, 162 to 177, 180, 183, 184, 186 to 193, 195 to 198, 200 to 212, 214 to 216, 219, 220, 222, 224 to 232, 235 to 241, 243, 255 to 258, 260 to 266, 268 to 294, 296 to 318, 320, 321, 326 to 339, 342 to 345, 347 to 353, 368 to 371, 375 to 387, 390 to 422, 424, 427 to 432, 435 to 451, 454 to 458, 460 to 487, 490 to 492, 495, 498 to 500, 525 to 528, 535 to 550, 552 to 578, 581, 582, 592, 595 to 647, 649 to 651, 654, 655, 657, 664, 665, 708, 709, 712 to 714, 721, 722, 740 on the official plan and book of reference for the aforesaid parish of Saint-Laurent which were put on sale for non-payment of municipal or school taxes and which were awarded at various dates, to the municipality of the parish of Saint-Laurent and it shall be vested with all the rights and interests of the said municipality over the said immoveables and, it shall be subject to all the obligations of the latter towards those who were the owners thereof at the time of the award.

Subject to articles 754 and following of the Municipal Code, this act shall be in lieu of the deed of sale by the corporation of the county of Jacques-Cartier to the municipality of the parish of Saint-Laurent and by the latter to the town of Saint-Laurent and the transfer to the latter of the immoveables enumerated in the preceding paragraph and of the rights and interests of the parish therein may be registered by the deposit of this act in the registry office of Montreal.

The town shall pay as indemnity to the parish a sum of two thousand five hundred dollars per annum during the month of January, for a twenty-year period as from the 1st of January, 1950.

2. The contract entered into on the 14th of May, 1948, between the town of St. Laurent and His Majesty the King, represented by Wartime Housing Limited, in order to facilitate the construction of about 760 dwellings is declared valid, legal and ratified.

S.R.,
c. 233,
aa. 604a-
604b, aj.,
pour ville.

3. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 604, le paragraphe et les articles suivants:

"§ 28a Fonds de roulement

Fonds de
roule-
ment.

"604a. Dans le but de mettre à la disposition du conseil les deniers dont il peut avoir besoin pour faire face aux dépenses de la ville au cours d'un exercice en attendant la rentrée des fonds produits par les taxes ou par les licences, ou par d'autres revenus du même exercice, ou pour financer temporairement la construction de travaux permanents d'amélioration locale en attendant l'adoption d'un règlement d'emprunt à cet effet, ou pour défrayer le coût de certains travaux d'utilité publique qui ne sont pas de simple entretien ou de certains achats non d'usage courant, entraînant un déboursé qui n'est pas suffisamment élevé pour justifier un emprunt à long terme, le conseil peut constituer par règlement un fonds connu sous le nom de "fonds de roulement."

Capital-
limite.

"604b. Le capital-limite de ce fonds est de cent mille dollars et toute dépense effectuée à même le dit fonds doit être remboursée conformément aux dispositions des articles 604c et 604e.

Emprunt.

"604c. Le conseil peut, par résolution approuvée au préalable par la Commission municipale de Québec et par la Commission métropolitaine de Montréal, emprunter de ce fonds les deniers dont il peut avoir besoin pour les fins mentionnées à l'article 604a ci-dessus. Aucun de ces emprunts ne devra cependant être pour un terme excédant cinq ans et la résolution autorisant l'emprunt indiquera de quelle manière se fera le remboursement et advenant que les revenus généraux seraient insuffisants pour parfaire ce remboursement, une taxe spéciale devra être imposée, conformément aux dispositions de la loi.

Constitu-
tion.

"604d. Il est constitué à l'origine en partie par une somme de cinquante mille dollars prise à même les fonds généraux disponibles et non autrement appropriés et partie par une somme de cin-

3. The Cities and Towns Act is amended for the city by adding thereto after section 604, the following subdivision and sections:

R.S.,
c. 233,
ss. 604a-
604b, add-
ed for
town,

"§ 28a Working fund

"604a. With a view to placing at the disposal of the council the moneys it may need to meet the expenses of the town during a fiscal year, pending the receipt of funds derived from taxes, licenses or other revenues of the same fiscal year, or to finance temporarily permanent works for local improvements pending the adoption of a loan by-law for such purpose or to defray the cost of certain public utility works which are not mere matters of maintenance, or of purchases which are not habitually made and which are not so costly as to justify a long-term loan, the council may set up, by by-law, a fund to be known as the "working-fund."

Working
fund.

"604b. The capital of such fund shall be one hundred thousand dollars and any expenditure effected out of the said fund must be reimbursed in accordance with the provisions of sections 604c and 604e.

Capital.

"604c. The council may, by resolution previously approved by the Quebec Municipal Commission and by the Montreal Metropolitan Commission, borrow from such fund the money it may need for the purposes mentioned in the above section 604a. None of such loans however shall be for a term of more than five years and the resolution authorizing the loan shall indicate in what manner the reimbursement shall be made, and in the event that the general revenues should be insufficient to complete such reimbursement, a special tax shall be imposed, in accordance with the provisions of the law.

Borrow-
ing.

"604d. At the outset it shall be constituted partly by a sum of fifty thousand dollars taken out of the general funds available and not otherwise appropriated, and partly by a sum of fifty

Constitu-
tion.

quante mille dollars déjà affectée au paiement de certains travaux d'éclairage public autorisés par le règlement No 211 des règlements de la ville adopté par le conseil le 11 novembre 1948.

Paiements
autorisés.

Nonobstant les dispositions de son règlement No 211, la ville est autorisée à payer à même son fonds de roulement les travaux qu'elle a ordonnés par ce règlement et toutes sommes ainsi prises pour effectuer ces travaux devront être remboursées au dit fonds à même le fonds général, en une période de cinq ans.

Trans-
ports.

"604e. Pour en maintenir l'intégrité, le conseil pourra transporter audit fonds de roulement les arrérages de taxes, créances et autres revenus de la municipalité à l'expiration de chaque année, et lors de leur perception, le trésorier sera tenu de les porter au compte du fonds de roulement. Les argents ainsi encaissés pourront être convertis en obligations du Canada, de la province de Québec ou de la municipalité et ces obligations constitueront un actif du fonds que le conseil pourra transporter en garantie de tout emprunt subséquent contracté pour rencontrer les fins de l'article 604a.

Intérêts.

"604f. Les intérêts du fonds de roulement sont appropriés comme des revenus ordinaires de l'exercice au cours duquel ils sont gagnés."

S.R.,
c. 233,
a. 581a,
am.

4. L'article 581a de la Loi des cités et villes, édicté pour la ville par l'article 3 de la loi 11 George VI, chapitre 91, est modifié en ajoutant après le dernier alinéa, le suivant:

Travaux
autorisés.

"La ville est autorisée, lorsqu'elle exécute des travaux permanents sur une ou plusieurs rues, sous l'autorité du présent article, à faire au moyen d'une résolution approuvée au préalable par la Commission métropolitaine de Montréal et la Commission municipale de Québec, les travaux de systèmes d'éclairage et d'aqueduc sur la ou les mêmes rues jusqu'à concurrence d'une somme n'excédant pas cent mille dollars par année. Pour défrayer le coût desdits travaux, la ville est autorisée à emprunter temporairement de la banque, de la Commission métropolitaine

thousand dollars already affected to the payment of certain public lighting works authorized by by-law No. 211 of the town by-laws passed by the council on the 11th of November, 1948.

Notwithstanding the provisions of its by-law No. 211, the town is authorized to pay out of its working-fund the works it has authorized by such by-law, and all sums thus taken to effect such works shall be repaid to the said fund out of the general fund within a period of five years.

Payments
authoriz-
ed.

Trans-
fers.

"604e. To maintain the integrity thereof, the council may transfer to the said working-fund the arrears of taxes, claims or other revenues of the municipality, at the expiration of each year, and at the time of their collection, the treasurer shall be bound to enter them in the account of the working-fund. The moneys thus received may be converted into bonds of Canada, of the Province of Quebec or of the municipality. And such bonds shall constitute assets of the working-fund which the council may transfer as security for any loan subsequently made to meet the purposes of section 604a.

"604f. The interest on the working-fund shall be appropriated as ordinary revenues of the fiscal year during which it was earned."

Interest.

4. Section 581a of the Cities and Towns Act, enacted, for the town, by section 3 of the act 11 George VI, chapter 91, is amended by adding after the last paragraph, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 581a,
am.

"The town is authorized, when it carries out permanent works on one or several streets, under this section, to instal by means of a resolution previously approved by the Montreal Metropolitan Commission and the Quebec Municipal Commission, the lighting and waterworks systems on the same street or streets up to a sum not exceeding one hundred thousand dollars per annum. To pay the cost of the said works, the town is authorized to borrow temporarily from the bank, from the Montreal Metropolitan Commission or from its working-fund, and make a

Works
authoriz-
ed.

de Montréal ou de son fonds de roulement et à emprunter à long terme au moyen d'un règlement sujet aux formalités des règlements d'emprunt sans toutefois être tenue de requérir l'approbation des électeurs municipaux, propriétaires d'immeubles imposables."

long-term loan by means of a by-law subject to the formalities of loan by-laws without however being bound to require the approval of the municipal electors, owners of taxable immoveables."

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
ville.

5. Le paragraphe 27^b de l'article 429 de la Loi des cités et villes, tel qu'édicte par l'article 7 de la loi 11 George VI, chapitre 59, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Taxis.

"27^b Pour obliger tout propriétaire de taxi à obtenir de la corporation un permis annuel n'excédant pas cinquante dollars par taxi et tout conducteur de taxi autre que le propriétaire de la voiture, à obtenir de la corporation un permis annuel n'excédant pas deux dollars et cinquante sous;"

5. Paragraph 27^b of section 429 of the R.S., Cities and Towns Act, as enacted by section 7 of the act 11 George VI, chapter 59, is replaced, for the town, by the following:

"27^b. To oblige every taxi owner to obtain from the corporation an annual licence not exceeding fifty dollars for each taxi, and every taxi driver, other than the owner of the vehicle, to obtain from the corporation an annual license not exceeding two dollars and fifty cents;"

Pension
autorisée.

6. La ville est autorisée, par résolution de son conseil, à payer à M. David Rochon, à même les fonds généraux, une pension de retraite de seize cents dollars par année, lorsque ce dernier démissionnera comme trésorier de la ville.

6. The town is authorized, upon resolution of its council, to pay to Mr. David Rochon, out of the general funds, a retiring pension of sixteen hundred dollars per annum, when the latter resigns as treasurer of the town.

1947, c. 91,
a. 11,
remp.

7. L'article 11 de la loi 11 George VI, chapitre 91, est remplacé par le suivant:

7. Section 11 of the act 11 George VI, chapter 91, is replaced by the following:

Contrat
ratifié.

"**11.** Le contrat passé entre la ville Saint-Laurent et Joseph-Armand Marien devant Me Georges-P. Laurin, notaire, le quatorzième jour de février 1949, sous le numéro six mille quatre cent quarante-sept (6447) de son répertoire, est confirmé et ratifié et déclaré valide et légal à toutes fins que de droit.

"**11.** The contract made between the town of Saint-Laurent and Joseph-Armand Marien before Mtre Georges-P. Laurin, notary, the fourteenth day of February 1949; under number six thousand four hundred and forty seven (6447) of his repertory is confirmed and ratified and declared valid and legal for all legal purposes.

Emprunt.

Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire la ville Saint-Laurent est autorisée, avec la seule et préalable autorisation de la Commission municipale de Québec, à faire, pour un terme n'excédant pas vingt ans, tout emprunt qu'elle jugera nécessaire pour se procurer les fonds requis pour les fins prévues audit contrat. Tout tel emprunt ne sera pas soumis à l'approbation des propriétaires mais devra être approuvé par la Commission municipale de Québec.

Notwithstanding any general or special law to the contrary the town of Saint-Laurent is authorized, with the sole and previous authorization of the Quebec Municipal Commission, to make, for a term not exceeding twenty years, any loan it may deem necessary to procure the funds required for the purposes contemplated in the said contract. Any such loan shall not be submitted to the approval of the proprietors but shall be approved by the Quebec Municipal Commission.

Paie-
ment.

A l'exception du prix de l'aqueduc au montant de soixante-quatorze mille sept cent quarante-sept dollars et quarante cents (\$74,747.40), le prix, tel que déterminé selon les prescriptions dudit contrat, des travaux de pavage, d'égouts, de drainage de surface, de l'usine de pompage et du système d'éclairage exécutés par ledit Joseph-Armand Marien lui sera payé de la façon suivante et non autrement. Dans les six mois suivant la sanction de la présente loi, la ville imposera selon les prescriptions de sa charte sur les terrains situés sur les deux côtés de la rue projetée mentionnée audit contrat, sur une profondeur de trois cents pieds (300) de chaque côté, sauf dans la zone résidentielle où la profondeur ne sera que de cent pieds, et, sauf aussi pour le coût des travaux de drainage de surface qui sera imposé sur tous les terrains faisant partie du territoire connu sous le nom de King's Park, à l'exception des terrains situés dans la partie résidentielle qui sont déclarés exemptés, une taxe spéciale pour le montant total du prix desdits travaux, y compris ce que la ville dépensera pour les compléter, tel que prévu audit contrat, laquelle taxe spéciale sera payable en vingt versements annuels, égaux et consécutifs, tout montant impayé portant intérêt au taux de cinq pour cent par an, payable en même temps que le versement annuel.

Idem.

Cependant, dans la partie résidentielle la taxe pour le coût du pavage ne devra pas excéder ce que coûterait, dans l'opinion de l'expert J.-A. Lalonde désigné audit contrat, un pavage sur une rue ayant une chaussée d'une largeur de trente pieds seulement, l'excédent du coût devant être ajouté au coût du pavage exécuté dans la partie industrielle ou commerciale.

Responsa-
bilité.

Les propriétaires des terrains ainsi imposés seront personnellement responsables de ladite taxe.

Réparti-
tion.

Cette taxe spéciale sera répartie à raison de la superficie desdits terrains assujettis sauf pour l'égout sur le chemin de la Côte de Liesse où la répartition se fera à raison du pied de front, et il sera prélevé chaque année par la ville un montant égal au versement devant échoir durant l'année.

With the exception of the price of the water-works to the amount of seventy-four thousand seven hundred and forty seven dollars and forty cents (\$74,747.40), the price, as fixed according to the provisions of the said contract, of the paving work, sewers, surface drainage, the pumping plant and the lighting system done by the said Joseph-Armand Marien shall be paid to him in the following manner and not otherwise. Within the six months following the sanction of this act, the town shall impose according to the provisions of its charter on the lands situated on the two sides of the proposed street mentioned in the said contract, on a depth of 300 feet on each side, save in the residential zone where the depth shall be only one hundred feet and, save also for the cost of the surface drainage work which shall be imposed on all the lands forming part of the territory known under the name of King's Park, with the exception of the lands situated in the residential part which are declared exempt, a special tax for the total amount of the price of said work, including what the town shall expend for completing it, as provided for in the said contract, which special tax shall be payable in twenty annual, equal and consecutive instalments, any unpaid amount to bear interest at the rate of five per cent per annum, payable at the same time as the annual instalment.

Idem.

However, in the residential part, the tax for the cost of paving shall not exceed what, in the opinion of expert J.-A. Lalonde designated in the said contract, would cost a paving on a street having a roadway of a width of thirty feet only, the surplus of the cost to be added to the cost of the paving done in the industrial or commercial part.

Responsi-
bility.

The proprietors of the lands thus taxed shall be personally responsible for the said tax.

Appor-
tionment.

Such special tax shall be apportioned in ratio of the area of the said lands affected save for the sewer on the Côte de Liesse road where the apportionment shall be made in ratio of the feet in front, and an amount shall be levied each year by the town equal to the instalment to become due during the year.

Terrains non bâtis. Il sera loisible à la ville de ne pas exiger des propriétaires de terrains imposés, mais non bâtis lors de la confection du rôle, les versements en principal de ladite taxe pendant les trois premières années, et de reporter le montant de ces versements sur les versements futurs en majorant ces versements futurs proportionnellement. Pour cette opération la ville devra faire un rôle spécial pour amender le rôle originaire.

Remise annuelle. Le produit net perçu de cette taxe spéciale en principal et intérêt, moins la proportion représentant ce que la ville aura dépensé elle-même pour lesdits travaux non exécutés par ledit Joseph-Armand Marien, sera remis chaque année audit Joseph-Armand Marien qui aux termes dudit contrat accepte d'être payé de ce qui pourra lui être dû de la façon susdite, au moyen de cette taxe spéciale et non autrement, la ville ne devant encourir aucune responsabilité personnelle.

Entretien. L'entretien de ladite rue projetée et desdits travaux seront à la charge de la ville à compter de la sanction de la présente loi.

Pas d'intérêt. La créance dudit Joseph-Armand Marien pour tout ce qui pourra lui être dû pour les travaux exécutés par lui ne portera pas intérêt, mais ledit Joseph-Armand Marien aura droit à tout ce que produira en revenu net ladite taxe en principal et intérêt.

Délai. Si pour des causes imprévues la ville ne peut imposer ladite taxe spéciale dans ledit délai de six mois, ce délai pourra, à la demande de l'une ou de l'autre des parties audit contrat, être prolongé par la Commission municipale de Québec pour le terme et aux conditions qu'elle jugera à propos.

Paiement anticipé. Il sera loisible à la ville, en tout temps, de payer audit Joseph-Armand Marien ce qui pourra lui rester dû, et pour faire ce paiement la ville est autorisée à faire tout emprunt nécessaire en la manière ci-dessus spécifiée. Dans le cas où la ville ferait cette opération, ladite taxe spéciale n'en sera pas affectée, mais le produit de cette taxe en principal et intérêt, avec les arrérages qui pourraient être dus, sera la propriété de la ville."

Saisie et vente validées. 8. La saisie et la vente pour défaut de paiement des taxes faites par la ville, le

The town may not require from the proprietors of lands taxed, but not built upon at the time of the making of the road, the instalment in capital of the said tax during the first three years, and to apportion the amount of such instalments on future instalments by increasing such future instalments proportionately. For this operation the town shall make a special roll to amend the original roll.

The net proceeds collected from such special tax in capital and interest, less the proportion representing what the town shall have itself expended for the said work not done by the said Joseph-Armand Marien, shall be remitted each year to the said Joseph-Armand Marien who under the terms of the said contract accepts to be paid what might be owing him in the manner aforesaid, by means of such special tax and not otherwise, the town not to incur any personal responsibility.

The maintenance of the said proposed street and of the said works shall be at the charge of the town as from the sanction of this act.

The claim of the said Joseph-Armand Marien for anything which may be owing to him for the work done by him shall not bear interest, but the said Joseph-Armand Marien shall be entitled to all the net revenue in capital and interest which the said tax shall produce.

If for unforeseen causes the town cannot impose the special tax within the delay of six months, such delay may, at the request of one or the other of the parties to the said contract, be extended by the Quebec Municipal Commission for the term and conditions it may deem proper.

The town may, at any time, pay to the said Joseph-Armand Marien what may remain owing to him, and to effect such payment the town is authorized to make any necessary loan in the manner hereinabove specified. In the event of the town making such operation, the said special tax shall not be affected thereby, but the proceeds of such tax in capital and interest, with the arrears which might be due, shall be the property of the town."

8. The seizure and the sale for non-payment of taxes made by the town, on

Lands not built upon.

Annual remittance.

Maintenance.

No interest.

Delay.

Advance payment.

Seizure and sale validated.

20 juillet 1932, des lots de terre suivants, savoir:

Un morceau de terre situé en la ville Saint-Laurent étant partie de l'immeuble numéro quatre cent cinquante-deux (452) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent borné comme suit: vers le nord-ouest par le lot numéro quatre cent cinquante-deux dudit cadastre, vers le sud-est par la rue Decelles, vers le sud-ouest par partie du même lot qui forme aujourd'hui la continuation de la rue Saint-François-Xavier et vers le nord-est par les immeubles numéros quatre cent quarante-deux, quatre cent quarante-trois, quatre cent quarante-quatre, quatre cent quarante-cinq, quatre cent quarante-six (442, 443, 444, 445, 446) dudit cadastre et par une partie non subdivisée dudit lot numéro quatre cent cinquante-deux (452) sans bâtisses.

Un morceau de terrain situé en la ville Saint-Laurent connu comme faisant partie du lot numéro quatre cent cinquante-deux (452) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, borné comme suit: vers le nord-ouest par l'immeuble numéro quatre cent cinquante-deux lettre G (452-G) dudit cadastre, vers le sud-est par la rue Decelles, vers le nord-est par partie du même lot numéro quatre cent cinquante-deux (452) dudit cadastre qui forme aujourd'hui la continuation de la rue Saint-François-Xavier, vers le sud-ouest par les immeubles numéros deux cent dix-neuf, deux cent vingt, deux cent vingt-et-un, deux cent vingt-deux, deux cent vingt-trois, deux cent vingt-quatre, deux cent vingt-cinq, deux cent vingt-six, deux cent vingt-sept, deux cent vingt-huit, deux cent vingt-neuf, deux cent trente (219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230) de la subdivision de l'immeuble numéro quatre cent cinquante-quatre dudit cadastre et,

Un autre morceau de terre situé en la ville Saint-Laurent connu et désigné comme étant partie de l'immeuble numéro quatre cent cinquante-deux (452) sur le plan et livre de renvoi officiels du cadastre

the 20th of July, 1932, of the following lots of land, to wit:

A lot of land situated in the town of Saint-Laurent being part of the immovable number four hundred and fifty-two (452) of the official plan and book of reference for the parish of Saint-Laurent bounded as follows: on the north-west by the lot number four hundred and fifty-two of the said cadastre, on the south-east by Decelles street, on the south-west by part of the same lot which is to-day the continuation of Saint-François-Xavier street, and on the north-east by the immovable numbers four hundred and forty-two, four hundred and forty-three, four hundred and forty-four, four hundred and forty-five, four hundred and forty-six (442, 443, 444, 445, 446) of the said cadastre and by an unsubdivided part of the said lot number four hundred and fifty-two (452) without building.

A lot of land situated in the town of Saint-Laurent known as forming part of lot number four hundred and fifty-two (452) on the official plan and book of reference for the Parish of Saint-Laurent, bounded as follows: on the north-west by the immovable number four hundred and fifty-two, letter G (452-G) of the said cadastre, on the south-east by Decelles street, on the north-east by part of the same lot number four hundred and fifty-two (452) of the said cadastre which is today the continuation of Saint-François-Xavier street, on the south-west by the immovables numbers, two hundred and nineteen, two hundred and twenty, two hundred and twenty-one, two hundred and twenty-two, two hundred and twenty-three, two hundred and twenty-four, two hundred and twenty-five, two hundred and twenty-six, two hundred and twenty-seven, two hundred and twenty-eight, two hundred and twenty-nine, two hundred and thirty, (219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230), of the subdivision of the immovable number four hundred and fifty-four of the said cadastre and,

Another lot of land situated in the town of Saint-Laurent known and designated as forming part of the immovable number four hundred and fifty-two (452) on the official plan and book of reference of the

de la paroisse Saint-Laurent borné comme suit: D'un bout vers le nord-ouest par la rue Decelles, d'un côté vers le nord-est par les lots numéros quatre cent trente-six, quatre cent trente-sept, quatre cent trente-neuf, quatre cent quarante, quatre cent quarante-et-un, subdivision deux dudit cadastre de l'autre côté vers le sud-ouest par les lots numéros deux cent trente-et-un, deux cent trente-deux, deux cent trente-trois, deux cent trente-quatre, deux cent trente-cinq, deux cent trente-six, deux cent trente-sept, deux cent trente-huit, deux cent trente-neuf, deux cent quarante, deux cent quarante-et-un de la subdivision de l'immeuble numéro quatre cent cinquante-quatre (454-231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241) dudit cadastre et de l'autre bout vers le sud-est partie de l'immeuble quatre cent cinquante-deux (452) dudit cadastre, sont validées, légalisées à toutes fins que de droit, à compter desdites saisies et desdites ventes.

cadastre for the parish of Saint-Laurent bounded as follows: At one end towards the north-west by Decelles street, on one side to the north-east by lots numbers four hundred and thirty-six, four hundred and thirty-seven, four hundred and thirty-nine, four hundred and forty, four hundred and forty-one, subdivision two of the said cadastre on the other side to the south-west by lots numbers two hundred and thirty-one, two hundred and thirty-two, two hundred and thirty-three, two hundred and thirty-four, two hundred and thirty-five, two hundred and thirty-six, two hundred and thirty-seven, two hundred and thirty-eight, two hundred and thirty-nine, two hundred and forty, two hundred and forty-one of the subdivision of the immoveable number four hundred and fifty-four (454-231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241), of the said cadastre and at the other end to the south-east, part of the immoveable four hundred and fifty-two (452) of the said cadastre, are validated and legalized for all legal purposes as from the said seizures and sales.

Contrat
validé.

9. Le contrat authentique devant Me Maurice Dorais, notaire, de ville Saint-Laurent, en date du 14 mai 1943, et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Montréal, sous le No 550737, et constatant la vente par la ville Saint-Laurent à M. Horace Gohier, d'une partie du lot 410 du cadastre officiel de la paroisse Saint-Laurent, est validé, légalisé et ratifié en ce qui concerne toute irrégularité contenue dans les avis de saisie et autres procédures de vente de ladite partie du lot pour défaut de paiement de taxes municipales.

9. The authentic contract before Me Maurice Dorais, notary of the town of Saint-Laurent, dated May 14th 1943, and registered in the office of the registration division of Montreal under No. 550737, and acknowledging the sale by the town of Saint-Laurent to Mr. Horace Gohier, of part of lot number 410 on the official cadastre for the parish of Saint-Laurent, is validated, legalized and ratified with respect to any irregularity contained in the notices of seizure and other proceedings of sale of the said part of lot for default of paying municipal taxes.

Contract
validated.

Entrée en
vigueur.

10. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

10. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.